

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 1								
	Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux installations classées soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2712-3.							
Article 2								
	Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations enregistrées à compter du 1er juillet 2018. A l'exclusion des articles 5, 7 et 8, les prescriptions du présent arrêté sont applicables au 1er juillet 2018 aux installations existantes, autorisées avant le 1er juillet 2018 ou dont le dossier de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2018. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de prescriptions particulières dont peut être assorti l'arrêté d'enregistrement dans les conditions fixées par les articles L. 512-7-3 et L. 512-7-5 du code de l'environnement.						X	Installation nouvelle
Article 3 :	Définitions							
	Au sens du présent arrêté, on entend par : « Emergence » : la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installation en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'installation) ; « Zones à émergence réglementée » : - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date du dépôt de dossier d'enregistrement, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles ; - les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date du dépôt de dossier d'enregistrement ; - l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date du dépôt de dossier d'enregistrement dans les zones constructibles définies ci-dessus, et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.							
Chapitre Ier : Dispositions générales								
Article 4 :	Dossier Installation classée							
	L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :							
	- une copie de la demande d'enregistrement et du dossier qui l'accompagne ;	X						Cerfa 14734*03
	- le dossier d'enregistrement daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;	X						Annexe 8.2 au cerfa
	- l'arrêté d'enregistrement délivré par le préfet ainsi que tout arrêté préfectoral relatif à l'installation ;							Objet de la demande
	- les résultats des mesures sur les effluents et le bruit ;	X						
	- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :							
	- Le registre rassemblant l'ensemble des déclarations d'accidents ou d'incidents ;	X						
	- Le registre reprenant l'état des stocks et le plan de stockage annexé ;	X						
	- Le plan de localisation des risques, et tous éléments utiles relatifs aux risques induits par l'exploitation de l'installation ;	X						
	- Les fiches de données de sécurité des produits présents dans l'installation ;	X						
	- Le cas échéant, les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu des locaux ;						X	Entreposage en extérieur
	- Les éléments justifiant la conformité, l'entretien et la vérification des installations électriques ;	X						Rapport du 11/08/2021
	- Les registres de vérification et de maintenance des moyens d'alerte et de lutte contre l'incendie ;	X						Rapport du 19/10/2021
	- Les consignes de sécurité ;				X			Consignes à rédiger
	- Les consignes d'exploitation ;				X			Consignes à rédiger
	- Le registre de déchets.	X						MKGT
	Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.	X						

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 5 :	Implantation							
	Les parois extérieures des bâtiments fermés où sont entreposés ou manipulés des déchets (ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur) sont éloignées :							
	- des constructions à usage d'habitation, des immeubles habités ou occupés par des tiers et des zones destinées à l'habitation, à l'exclusion des installations connexes aux bâtiments, et des voies de circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets létaux en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) ;	X						
	- des immeubles de grande hauteur, des établissements recevant du public (ERP) autres que les guichets de réception et d'expédition des déchets et des éventuels magasins ou espaces de présentation d'équipements ou pièces destinés au réemploi ou à la réutilisation, sans préjudice du respect de la réglementation en matière d'ERP, des voies ferrées ouvertes au trafic de voyageurs, des voies d'eau ou bassins exceptés les bassins de rétention ou d'infiltration d'eaux pluviales et de réserve d'eau incendie, et des voies routières à grande circulation autres que celles nécessaires à la desserte ou à l'exploitation de l'installation, d'une distance correspondant aux effets irréversibles en cas d'incendie (seuil des effets thermiques de 3 kW/m²).	X						
	Les distances sont au minimum soit celles calculées par la méthode FLUMILOG (réf. DRA-09-90 977-14553A), soit celles calculées par des études spécifiques.							
	Les parois extérieures du bâtiment fermé où sont entreposés ou manipulés des déchets, les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert ou les limites des aires d'entreposage dans le cas d'un entreposage à l'extérieur, sont implantés à une distance au moins égale à 20 mètres de l'enceinte de l'établissement, à moins que l'exploitant justifie que les effets létaux (seuil des effets thermiques de 5 kW/m²) restent à l'intérieur du site au moyen, si nécessaire, de la mise en place d'un dispositif séparatif E120.	X						Voir simulation FLUMILOG (écran de 6 m en arrière de la zone d'exploitation)
	Les parois externes des bâtiments fermés ou les éléments de structure dans le cas d'un bâtiment ouvert sont éloignés des aires extérieures d'entreposage et de manipulation des déchets et des zones de stationnement susceptibles de favoriser la naissance d'un incendie pouvant se propager aux bâtiments.	X						
Chapitre II : Prévention des accidents et des pollutions								
Article 6 :	Caractéristique des sols							
	Lorsque les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport nécessitent une dépollution (présence de fluides), le sol des emplacements utilisés pour leur dépôt, le sol des aires de démontage et les aires d'entreposage des pièces et fluides issus de leur dépollution sont imperméables et munis de rétention.	X						Sol béton Bassin de confinement commun à l'établissement
Article 7 :	Comportement au feu							
	Les bâtiments où sont entreposés ou dépollués, démontés ou découpés les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :							
	- l'ensemble de la structure est à minima R 15 ;							
	- les matériaux sont de classe A2s1d0 ;							
	- le sol des aires et zones de stockage est incombustible (A1) ;						X	Entreposage extérieur
	- les toitures et couvertures de toiture répondent à la classe BROOF (t3), pour un temps de passage du feu au travers de la toiture supérieure à trente minutes (classe T 30) et pour une durée de la propagation du feu à la surface de la toiture supérieure à trente minutes (indice 1).							
	Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.						X	
	S'il existe une chaufferie, elle est située dans un local exclusivement réservé à cet effet qui répond aux dispositions propres aux locaux à risque.						X	Entreposage extérieur

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 8 :	Accessibilité							
	I. Accès à l'installation							
	L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.	X						Accès possible depuis la voie publique
	Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins des services d'incendie et de secours et leur mise en œuvre.							
	Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.		X					Engagement de l'exploitant
	Une des façades de chaque bâtiment fermé est équipée d'ouvrants présentant une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.						X	Activité exercée sous auvent
	II. Voies engins							
	Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour : - la circulation sur la périphérie complète du bâtiment ; - l'accès au bâtiment ; - l'accès aux aires de mise en station des moyens élévateurs aériens ; - l'accès aux aires de stationnement des engins pompes.	X						Voie péiphrérique (chaque point de l'établissement est distant de moins de 40 m de la voie)
	Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 4,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ; - dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; - la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum ; - chaque point du périmètre du bâtiment est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de ce bâtiment ou occupée par les eaux d'extinction ; - aucun obstacle n'est disposé entre la voie « engins » et les accès au bâtiment, les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens et les aires de stationnement des engins pompes.	X						Voir annexe au cerfa 14734*03
	En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie « engins » permettant la circulation sur l'intégralité de la périphérie du bâtiment et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement comprise dans un cercle de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité						X	Voie péiphrérique
	III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site							
	Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont : - largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ; - longueur minimale de 10 mètres, présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».						X	Sens unique
	IV. Aires de mise en station des moyens élévateurs aériens							
	Les aires de mise en station des moyens élévateurs aériens permettent aux engins de stationner pour déployer leurs moyens élévateurs aériens (par exemple les échelles et les bras élévateurs articulés).	X						
	Elles sont directement accessibles depuis la voie « engins » définie au II.							
	1° Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens.						X	Entreposage au sol en extérieur

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
	Chacune de ces aires de mise en station des moyens élévateurs aériens respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes : - la largeur utile est au minimum de 7 mètres et la longueur au minimum de 10 mètres, avec un positionnement de l'aire permettant un stationnement parallèle au bâtiment ; - la pente est au maximum de 10 % ; - la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum ; - l'aire résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 88 N/cm ² ; - aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces moyens élévateurs aériens à la verticale de cette aire ; - elle comporte une matérialisation au sol ; - elle est maintenue en permanence entretenue, dégagée et accessible aux services d'incendie et de secours. Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir ces aires dégagées en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ; - elle est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie du bâtiment ou occupées par les eaux d'extinction.						X	
	2° Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des services d'incendie et de secours, une aire de mise en station des moyens élévateurs aériens permet d'accéder à des ouvertures sur au moins deux façades.						X	Absence de plancher à plus de 8 m
	Chacune de ces aires respecte les caractéristiques définies au 1°, à l'exception des caractéristiques suivantes : - le positionnement de l'aire permet un stationnement perpendiculaire au bâtiment ; - la distance par rapport à la façade est inférieure à 1 mètre.						X	
	Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant d'aires de mise en station des moyens élévateurs aériens définies au 2°, et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètre et une largeur minimale de 0,9 mètre.						X	
	Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur.						X	
	Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services d'incendie et de secours.						X	
	V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins							
	A partir de chaque voie « engins » ou aire de mise en station des moyens élévateurs aériens est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.	X						
Article 9 : Désenfumage								
	Les locaux à risque incendie sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur (DENFC), permettant l'évacuation à l'air libre des fumées, gaz de combustion, chaleur et produits imbrûlés dégagés en cas d'incendie.						X	Entreposage extérieur
	Les dispositifs d'évacuation naturelle à l'air libre peuvent être des dispositifs passifs (ouvertures permanentes) ou des dispositifs actifs. Dans ce dernier cas, ils sont composés d'exutoires à commandes automatique et manuelle.						X	
	Afin d'équilibrer le système de désenfumage et de le répartir de manière optimale, un DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m ² est prévue pour 250 m ² de superficie projetée de toiture.						X	
	En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du local ou depuis la zone de désenfumage.						X	
	Ces commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès.						X	
	L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.						X	
	Les dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur sont à adapter aux risques particuliers de l'installation.	X						

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	NA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 10 :	Moyens de lutte contre l'incendie							
	L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :							
	- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;	X						Téléphones fixe et mobile
	- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ;	X						
	- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement permettent au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables par les moyens des services d'incendie et de secours).	X						PI publics accolés à l'établissement
	A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement permettant au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h.						X	
	L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;	X						
	- d'extincteurs répartis à l'intérieur des bâtiments et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.	X						
	Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel.	X						Réseau PI enterré
	L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.	X						Vérification annuelle du 19/10/20221
	Ces vérifications font l'objet d'un rapport annuel de contrôle.	X						
Article 11 :	Installations électriques et mise à la terre							
	L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées.	X						Rapport de contrôle du 19/07/2021
	Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règles en vigueur.	X						Rapport de contrôle du 19/07/2021
Article 12 :	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles							
	I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.		X					Engagement de l'exploitant
	Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.							
	Pour les stockages de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; - dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres		X					Engagement de l'exploitant
	II. Le sol des aires et des zones de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.	X						Sol béton
	III. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre ou d'un accident de transport, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.	X						Bassin de confinement
	Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.	X						Dispositif externe
	En cas de dispositif de confinement externe à l'installation, les matières canalisées sont collectées, de manière gravitaire ou grâce à des systèmes de relevage autonomes, puis convergent vers cette capacité spécifique.	X						
	En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.						X	Dispositif gravitaire
	En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.						X	
	En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.				X			En cours de réalisation (le dispositif actuel est manuel)
	Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.	X						

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
	Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : - du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; - du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ; - du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. L'exploitant dispose d'un justificatif de dimensionnement de cette capacité de rétention. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement de déchets appropriées.	X						Calcul similaire pour la rubrique 2712-1 existante
		X						
			X					Engagement de l'exploitant
Article 13 :	Consignes d'exploitation							
	Les opérations de conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien, etc.) et celles comportant des manipulations dangereuses font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Ces consignes prévoient notamment : - les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de conduite des installations, de sécurité et de limitation ou traitement des pollutions et nuisances générées ; - le programme de maintenance ; - les dates de nettoyage, les volumes et surfaces à nettoyer, le personnel qui en a la charge, le matériel à utiliser, les modalités du contrôle et des vérifications de propreté ; - la limitation dans l'atelier de fabrication de la quantité de matières dangereuses ou combustibles nécessaires pour permettre au maximum le fonctionnement de l'installation durant une journée, conformément aux dispositions prévues au I de l'article 24-1.				X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
					X			Consignes à rédiger
Chapitre III : Émissions dans l'eau								
Article 14 :	Collecte des effluents							
	Tous les effluents aqueux sont canalisés.	X						
	Le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux résiduaires des eaux pluviales.	X						Séparatif eaux usées/eaux pluviales
	Les effluents susceptibles d'être pollués, c'est-à-dire les eaux résiduaires et les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement ou sur les produits ou déchets entreposés, sont traités avant rejet dans l'environnement par un dispositif de traitement adéquat.	X						Dispositif débourbeur/séparateur d'hydrocarbures
	Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement et le milieu récepteur, à l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise.	X						
	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques.	X						
	Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.	X						

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	NA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 15 :	Points de prélèvements pour les contrôles							
	Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, etc.).	X						
	Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.	X						
	Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.	X						
	Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.		X					Engagement de l'exploitant
Article 16 :	Valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel							
	Les effluents susceptibles d'être pollués rejetés dans le milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes.							
	<div> <div>1 - Matières en suspension totales (MEST), demandes chimique et biochimique en oxygène (DCO et DBO5)</div> <div> <div>Matières en suspension totales (Code SANDRE : 1305)</div> <div> <div>flux journalier maximal inférieur ou égal à 15 kg/j</div> <div>100 mg/l</div> </div> <div>flux journalier maximal supérieur à 15 kg/j</div> <div>35 mg/l</div> </div> <div>DCO (sur effluent non décanté) (Code SANDRE : 1314)</div> <div> <div>flux journalier maximal inférieur ou égal à 50 kg/j</div> <div>300 mg/l</div> </div> <div>flux journalier maximal supérieur à 50 kg/j</div> <div>125 mg/l</div> </div>							Conforme lors des contrôles réalisés en 2021 et 2022

ARTICLE	Intitulé				C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires
	2 - Substances spécifiques du secteur d'activité (uniquement dans le cas où l'information préalable mentionne le risque de leur présence)										
		N° CAS	Code SANDRE								
	Arsenic et ses composés (en As)	7440-38-2	1369	25 µg/l si le rejet dépasse 0,5g/j							
	Cadmium et ses composés*	7440-43-9	1388	25 µg/l							
	Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	7440-47-3	1389	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j (dont Cr ⁶⁺ : 50µg/l)							
	Cuivre et ses composés (en Cu)	7440-50-8	1392	0,150 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j							
	Mercure et ses composés* (en Hg)	7439-97-6	1387	25 µg/l							
	Nickel et ses composés	7440-02-0	1386	0,2 mg/l si le rejet dépasse 5 g/j							
	Plomb et ses composés (en Pb)	7439-92-1	1382	0,1 mg/l si le rejet dépasse 5 g/i							Conforme (pour les paramètres mesurés) lors des contrôles réalisés en 2021 et 2022
	Zinc et ses composés (en Zn)	7440-66-6	1383	0,8 mg/l si le rejet dépasse 20 g/j							
	Fluor et composés (en F) (dont fluorures)	-	-	15 mg/l							
	Indice phénols	108-95-2	1440	0,3 mg/l							
	Hydrocarbures totaux	-	7009	10 mg/l							
	Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)		1117	25 µg/l (somme des 5 composés visés)							
	Benzo(a)pyrène*	50-32-8	1115								
	Somme Benzo(b)fluoranthène* + Benzo(k)fluoranthène*	205-99-2 / 207-08-9	-								
	Somme Benzo(g, h,i)perylène* + Indeno(1,2,3-cd)pyrène*	191-24-2 / 193-39-5	-								
	Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX)	-	1106	1 mg/l							
Les substances dangereuses marquées d'un * dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions du III de l'article 22 de l'arrêté du 2 février 1998.											

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	NA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 17 :	Raccordement à une station d'épuration							
	Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est autorisé que si l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel ainsi que les boues résultant de ce traitement dans de bonnes conditions.						X	Rejet dans le réseau pluvial public
	Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement, sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.						X	
	Les valeurs limites de concentration imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas : - MEST : 600 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l.						X	
	Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration, ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.						X	
	Cette disposition s'applique également pour une installation raccordée à une station d'épuration industrielle (2750) ou mixte (rubrique 2752) dans le cas de rejets de micropolluants.						X	
	Pour une installation raccordée à une station d'épuration urbaine et pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.						X	
	Pour la température, le débit et le pH, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.						X	
	Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice de l'autorisation au raccordement au réseau public délivrée, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, par la collectivité à laquelle appartient le réseau.						X	
Article 18 :	Dispositions communes aux valeurs limites d'émission pour rejet dans le milieu naturel et au raccordement à une station d'épuration							
	Les valeurs limites ci-dessus s'appliquent à des prélèvements, mesures ou analyses moyens réalisés sur 24 heures. La mesure est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation.							
	Les contrôles se font, sauf stipulation contraire de la norme appliquée, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents.							
	Dans le cas où une auto-surveillance est mise en place, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Dans le cas d'une auto-surveillance journalière (ou plus fréquente) des effluents aqueux, ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle.							
	Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure ne dépasse le double de la valeur limite prescrite.							
	Pour l'azote et le phosphore, la concentration moyenne sur un prélèvement de 24 heures ne dépasse pas le double des valeurs limites fixées.							
Article 19 :	Surveillance des émissions dans l'eau							
	Une mesure des concentrations des différents polluants visés aux articles 16 et 17 est effectuée au moins tous les ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.		X					Engagement de l'exploitant Dernier contrôle réalisé en juillet 2022
	Les polluants qui ne sont pas susceptibles d'être émis par l'installation, ne font pas l'objet des mesures périodiques prévues au présent point.							
Chapitre IV : Émissions dans l'air								
Article 20 :	Envol de poussières et matières diverses							
	L'exploitant adopte toutes dispositions nécessaires pour prévenir et limiter les envois de poussières et de matières diverses pendant les opérations de démontage ou de découpage des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport.	X						Balayage régulier
Article 21 :	Odeurs							
	Toutes les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine d'émission de gaz odorant susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publique.		X					Engagement de l'exploitant
	Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs de grande surface (bassins de stockage, etc.) difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage (éloignement, etc.).						X	Absence de source
	L'exploitant démontre dans son dossier de demande qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires pour éviter en toute circonstance, l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou dans les canaux à ciel ouvert.	X						Bassin vide Nettoyage régulier des caniveaux

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	AA*	NC	DA	SO*	Commentaires								
Chapitre V : Bruit et vibration																
Article 22 :																
	I. Valeurs limites de bruit															
	Les émissions sonores de l'installation ne sont pas à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, d'une émergence supérieure aux valeurs admissibles définies dans le tableau suivant :															
	<table><tr><td>Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés</td><td>Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés</td></tr><tr><td>supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)</td><td>6 dB (A)</td><td>4 dB (A)</td></tr><tr><td>supérieur à 45 dB (A)</td><td>5 dB (A)</td><td>3 dB (A)</td></tr></table>	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)	supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)						Absence de ZER de proximité
	Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés													
	supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)													
	supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)													
	De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.		X					A vérifier en fonctionnement								
Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.		X					A vérifier en fonctionnement									
II. Appareils de communication																
L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.), gênant pour le voisinage, est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention et au signalement d'incidents graves ou d'accidents.	X															
Chapitre VI : Déchets																
Article 23 : Déchets produits par l'installation																
	Les déchets produits par l'installation doivent être stockés dans des conditions prévenant les risques de pollution prévues aux différents points du présent arrêté.	X						Stockage sous abri et si nécessaire sur rétention								
	Les déchets doivent être traités dans des installations réglementées à cet effet au titre du code de l'environnement.		X					Engagement de l'exploitant								
Article 24 : Déchets entrants																
	Les déchets acceptés sur l'installation sont les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport.		X					Engagement de l'exploitant								
	Les déchets ne peuvent pas être réceptionnés en dehors des heures d'ouverture de l'installation. Ils sont réceptionnés sous contrôle du personnel habilité par l'exploitant.	X						Etablissement fermé en dehors des heures d'ouverture								
Article 25 : Entreposage																
	I. Entreposage des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport avant dépollution :															
	L'empilement des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport est interdit, sauf s'il est utilisé des étagères à glissières superposées (type rack).	X														
	Les déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport non dépollués ne sont pas entreposés plus de 6 mois.		X					Engagement de l'exploitant								
	La zone d'entreposage est distante d'au moins 4 mètres des autres zones de l'installation.	X						Absence de déchets combustibles dans la zone des 4 m								
	Elle est imperméable et munie de dispositif de rétention.	X						Sol béton Bassin de confinement commun à l'ensemble de l'établissement								
	La zone d'entreposage des bateaux de plaisance ou de sport accidentés en attente d'expertise est une zone spécifique et identifiable.						X	Absence d'activité "assurance"								
	II. Entreposage des pièces et fluides issus de la dépollution des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport :															
	Toutes les pièces et fluides issus de la dépollution des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport sont entreposés à l'abri des intempéries sur des surfaces imperméables.	X						Stockage sous auvent								
	Les conteneurs réceptionnant des fluides extraits des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport (carburants, huiles de carters, huiles de boîtes de vitesse, huiles de transmission, huiles hydraulique, liquide de refroidissement, etc.) sont entièrement fermés, étanches et munis de dispositif de rétention.	X						Idem VHU terrestres								

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	NA*	NC	DA	SO*	Commentaires
	Les pièces grasses extraites des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport (boîtes de vitesses, moteurs, etc.) sont entreposées dans des conteneurs étanches ou contenues dans des emballages étanches.	X						Idem VHU terrestres
	Les batteries, les filtres et les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB) et des polychloroterphényles (PCT) sont entreposés dans des conteneurs spécifiques fermés et étanches, munis de rétention.	X						Idem VHU terrestres
	Les produits pyrotechniques (fumigènes, feux à mains, fusées de détresse) sont retirés sans délai en vue d'être remis à la filière des déchets ménagers issus de produits chimiques pouvant présenter un risque significatif pour la santé et l'environnement.		X					Engagement de l'exploitant
	Les pièces ou fluides ne sont pas entreposés plus de six mois sur l'installation.		X					Engagement de l'exploitant
	L'installation dispose de produit absorbant en cas de déversement accidentel.	X						
	Les déchets susceptibles de contenir de l'amiante sont stockés séparément, dans des emballages marqués et dans des conditions empêchant la dispersion des fibres.	X						A vérifier en fonctionnement
	III. Entreposage des carcasses provenant des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport après dépollution :							
	Les carcasses dépolluées peuvent être empilées dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement et pour une période qui ne peut excéder 12 mois.		X					Engagement de l'exploitant
	La hauteur ne dépasse pas 3 mètres.		X					Engagement de l'exploitant
Article 26 :	Dépollution, démontage et découpage							
	L'aire de dépollution est aérée et ventilée et abritée des intempéries.	X						Auvent
	Seul le personnel habilité par l'exploitant peut réaliser les opérations de dépollution.		X					Engagement de l'exploitant
	La dépollution s'effectue avant tout autre traitement.		X					Engagement de l'exploitant
	I. Opération de dépollution							
	L'opération de dépollution comprend toutes les opérations suivantes :							
	- les huiles moteur, les huiles de transmission, les liquides antigels, les liquides de freins, les additifs à base d'urée ainsi que tout autre fluide sont vidangés ou retirés ;							
	- les gaz du circuit d'air conditionné et fluides frigorigènes sont récupérés conformément à l'article 39 du présent arrêté ;							
	- les composants susceptibles d'exploser, comme les réservoirs GPL/GNV, les signaux de détresse ou les prétensionneurs pyrotechniques, sont retirés ou neutralisés ;		X					Engagement de l'exploitant
	- les éléments filtrants contenant des fluides sont retirés ;							
	- les pièces contenant des métaux lourds comme les filtres à particules (plomb, mercure, cadmium et chrome) sont retirées telles que les masses d'équilibrage, les convertisseurs catalytiques, des commutateurs au mercure et les batteries ;							
	- les pots de peinture et les solvants sont retirés.							
	Certaines pièces peuvent contenir des fluides après démontage si leur réutilisation le rend nécessaire.							
	II. Opérations après dépollution :							
	L'aire dédiée aux activités de cisailage et de pressage sont distantes des autres aires d'au moins 4 mètres.	X						Idem VHU terrestres
	Ces opérations ne s'effectuent que sur des déchets issus de bateaux de plaisance ou de sport dépollués.		X					Engagement de l'exploitant
	Le sol de ces aires est imperméable et muni de rétention.	X						Sol béton Bassin de confinement commun à l'ensemble de l'établissement
Article 27 :	Déchets sortants							
	Toute opération d'enlèvement de déchets se fait sous la responsabilité de l'exploitant. Il organise la gestion des déchets sortants dans des conditions propres à garantir la préservation des intérêts visés aux titres Ier et titre IV du livre V du code de l'environnement.		X					Engagement de l'exploitant
	Il s'assure que les entreprises de transport ainsi que les installations destinataires disposent des autorisations nécessaires à la reprise de tels déchets.		X					Engagement de l'exploitant
	Les déchets dangereux sont étiquetés et portent en caractère lisible :							
	- la nature et le code des déchets conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;		X					A vérifier en fonctionnement
	- les symboles de dangers conformément à la réglementation en vigueur.							

ARTICLE	Intitulé	C*	PC*	NA*	NC	DA	SO*	Commentaires
Article 28 :	Registre et traçabilité							
	L'exploitant établit et tient à jour un registre où sont consignées pour chaque déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport reçu les informations suivantes : - la date de réception du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - le cas échéant, l'immatriculation du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - le nom et l'adresse de la personne expéditrice du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - la date de dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - la nature et la quantité des déchets issus de la dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - le nom et l'adresse des installations de traitement des déchets issus de la dépollution du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport ; - la date d'expédition du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport dépollué ; - le nom et l'adresse de l'installation de traitement du déchet issu de bateaux de plaisance ou de sport dépollué.	X						Registre sur logiciel MKGT
Article 29 :	Brûlage							
	Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.	X						
Chapitre VII : Mise à jour réglementaire - NON APPLICABLE								

- C*

Conforme
- PC*

Présumé conforme (prescription vérifiable en exploitation)
- NA*

Non applicable (les articles 5, 11, 12 et 13 ne sont pas applicables aux établissements autorisés ou enregistrés avant le 1er juillet 2013)
- NC

Non Conforme
- DA

Demande d'aménagement
- SO*

Sans objet (non applicable à l'établissement dans la configuration projetée)